

Dans le cadre du programme de coopération entre organismes partenaires (P.C.O.P.) du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (C.E.C.I.), Victor D. Windinga et Assétou Koala, respectivement coordonnateur et militante de l'École démocratique et populaire (EDP) de Ouagadougou, ont effectué un stage au Québec du 28 septembre au 23 octobre 1994.

Les objectifs du stage étaient les suivants :

- échanger des expériences avec les groupes populaires en alphabétisation;
- étudier la possibilité de s'inspirer des expériences de ces groupes pour renforcer leur action dans ce domaine au Burkina Faso et à l'EDP;
- rencontrer des centrales syndicales, l'EDP étant sous la tutelle de la Confédération générale du travail du Burkina (C.G.T.-B.);
- prendre des contacts avec toute personne pouvant s'impliquera l'EDP;
- présenter le Burkina Faso et l'EDP.

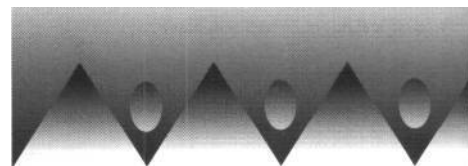
Les deux stagiaires ont visité des groupes populaires en alphabétisation et différents autres organismes, et ont profité de l'occasion pour faire des présentations sur le Burkina Faso et l'EDP:

Au Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles, à Montréal, ils ont participé à une réunion d'équipe et assisté à quelques ateliers. On leur a donné des informations sur l'historique, les domaines d'intervention, les sources de financement et la gestion du centre.

Ils ont également travaillé dans deux ateliers d'Atout-Lire à Québec, «projet menuiserie» et «alimentation», et discuté avec les participants et participantes de différents niveaux.

Au Centre d'organisation mauricien des services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P), à Trois-Rivières, ils ont suivi des séances de formation, visité plusieurs ateliers et participé à l'assemblée générale ainsi qu'à un dîner communautaire.

Ils ont aussi participé à des ateliers de formation en alphabétisation avec des jeunes adultes de la Rive-Sud à La Boîte à lettres de Longueuil, et à un déjeuner communautaire.



Ou si vous aimez mieux, est-ce que tout va bien ? Si vous avez eu la chance d'aller au Mali, vous avez peut-être reconnu cette expression en bambara, langue parlée par plus de 50 % de la population malienne. Il s'agit d'une langue bel et bien parlée plutôt qu'écrite, puisqu'encore très peu de gens sont alphabétisés en bambara. C'est seulement en 1980 que le gouvernement du Mali a commencé à développer une politique d'alphabétisation dans les langues du pays. Auparavant, être alphabétisé signifiait lire et écrire le français, la langue imposée par les colonisateurs français pendant plus de 50 ans.

LE MALI

Situons un peu le cadre dans lequel se vit cette expérience d'alphabétisation. Le Mali est un État situé au centre de l'Afrique de l'Ouest. C'est un pays de la région sahélienne, qui connaît donc des problèmes d'eau et de désertification. Le Mali, c'est aussi une population majoritairement rurale : 80 % des habitants vivent dans plus de 11000 villages. On y retrouve les différents problèmes liés au «mal-développement» : forte mortalité, faibles revenus, pénuries alimentaires et même famine, et



Jean-François Aubin¹

bien entendu analphabétisme. Le Mali compte huit millions d'habitants et a obtenu son indépendance en 1960. Les populations sont musulmanes à 6*%.

On retrouve plusieurs ethnies bien enracinées au Mali depuis des années. Les Manding forment l'ethnie majoritaire avec plus de trois millions de membres. Ils parlent le bambara.

LE TRAVAIL D'ALPHABÉTISATION

À l'échelle nationale, le travail d'alphabétisation est coordonné par la Direction nationale en alphabétisation fonctionnelle (DNAFLA). Cette direction, qui relève du gouvernement, assure surtout un travail de production d'outils pédagogiques. Elle produit des cahiers d'exercices et des guides de formation pour les formateurs et les formatrices. Elle organise également des sessions de formation et de perfectionnement pour ces derniers.

Les formateurs et formatrices sont tous des volontaires dans chaque village. On comprend donc que le niveau d'organisation varie beaucoup d'une localité à l'autre. Le travail d'alphabétisation se fait souvent avec beaucoup de bonne volonté, mais avec peu de ressources.

SANANKOROBA

Regardons d'un peu plus près une expérience précise d'alphabétisation dans le village de Sanankoroba, situé à environ 80 kilomètres de Bamako, la capitale. Le comité qui supervise le travail d'alphabétisation fonctionne avec l'inconvénient de n'être pas reconnu, pour l'instant, par la DNAFLA, ce qui limite le soutien qu'il peut recevoir, par exemple, sur le plan de la formation. Cependant, il possède l'avantage d'être appuyé et intégré dans une association villageoise qui porte le nom de «Benkadi». C'est cette association qui a financé l'installation d'un système d'éclairage dans une salle de classe pour que puissent se tenir les ateliers d'alphabétisation le soir. C'est également le Benkadi qui paye les cahiers d'exercices aux participants et participantes en alphabétisation.

Le comité doit affronter plusieurs difficultés. Une partie de la population (8*% des villageois et plus sont analphabètes) ne voit pas pour quelle raison s'alphabétiser. D'autres se disent trop vieux. Un grand nombre sont agriculteurs et utilisent donc très peu l'écriture et la lecture. D'autres ont appris le français (les écoles publiques fonctionnent en français)

et n'estiment pas important d'apprendre à écrire leur langue maternelle. De plus, le comité doit s'ajuster avec les horaires des paysans, c'est-à-dire qu'il ne faut pas penser, par exemple, offrir des cours pendant le temps de la récolte.

DES LIENS À NOUER AVEC LES GENS D'ICI

Nous avons beaucoup à apprendre de la volonté, du sens de l'organisation et du courage des membres de ce comité. Ils souhaiteraient entrer en contact avec des groupes d'alphabétisation d'ici pour pouvoir étendre leurs connaissances sur le plan des méthodes pédagogiques et des techniques de recrutement. Malgré les contextes différents, on retrouve des similitudes dans le travail d'alphabétisation, qu'il se fasse ici au Québec ou à l'autre bout de la planète (selon nous...), au Mali. Des échanges sur nos pratiques respectives et le développement de liens de solidarité seraient bénéfiques pour eux et pour nous. Qui se porte volontaire ?

1. L'auteur a animé une session de formation en gestion collective et financière à Sanankoroba (Mali) dans le cadre d'un projet de jumelage entre cette municipalité et celle de Ste-Élisabeth, au Québec.